

**Province de Québec
Municipalité régionale de Comté des Sources
Municipalité du Canton de Saint-Camille**

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal, tenue le lundi 4 juin 2018 à 19h00 au bureau municipal, situé au 85, rue Desrivères, à Saint-Camille.

Sont présents : Pierre Bellerose, conseiller, France Thibault, conseillère, Lucie Cormier, conseillère, Anne-Marie Merrien, conseillère, Clément Frappier, conseiller tous formant quorum sous la présidence de Philippe Pagé, maire.

Absent : Denis St-Onge, conseiller,

Est également présente : Jocelyne Corriveau, directrice générale et secrétaire-trésorière.

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE

Le président d'assemblée, Philippe Pagé, constate le quorum à 19h00 et souhaite la bienvenue à tous.

SM2018-06-142

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé par Clément Frappier, appuyé par France Thibault et résolu à l'unanimité des conseillers d'adopter l'ordre du jour tel que présenté en y ajoutant les points suivants :

- 14.3 Destination St-Camille – Développement activités estivales
- 15.1.9 Invitation 6 à 8 – départ Karine Vallières
- 17.1.1 Dépôt projet de règlement 2018-04 pour adopter le code d'éthique et de déontologie des élus municipaux révisé sans modification du règlement 2016-05
- 18.1 Avis de motion projet de règlement 2018-04
- Varia : correspondance Concerts de la Chapelle, souper Lac-à-l'épaule

**Municipalité du Canton de Saint-Camille
Assemblée ordinaire du Conseil Municipal
4 juin 2018**

Ordre du Jour

- 1. OUVERTURE DE LA SÉANCE**
- 2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**
- 3. ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL**
 - 3.1 Procès-verbal de la séance ordinaire du 7 mai 2018 (adoption)
 - 3.2 Procès-verbal de la séance extraordinaire du 15 mai 2018 (adoption)
- 4. PREMIÈRE PÉRIODE DE QUESTIONS DES CITOYENS**
- 5. VOIRIE ET SÉCURITÉ PUBLIQUE – Aucun sujet**
- 6. ENVIRONNEMENT – Aucun sujet**
- 7. CULTURE – Aucun sujet**
- 8. MILIEU DE VIE**
 - 8.1 Semaine de la Municipalité – publicité (adoption)
 - 8.2 Plan et politique MADA – formation comité suivi (adoption)
 - 8.3 Semaine québécoise des personnes handicapées (information)

9. **DÉVELOPPEMENT** – Aucun sujet
10. **ÉCONOMIE ET AGRICULTURE** – Aucun sujet
11. **BÂTIMENTS ET ÉQUIPEMENTS MUNICIPAUX**
 - 11.1 Garage municipal – attribution contrat isolation (adoption)
 - 11.2 Garage municipal – attribution contrat tôle (adoption)
12. **DOSSIERS ADMINISTRATIFS**
 - 12.1 Comptes à payer – mai 2018 (adoption)
 - 12.2 Liste des permis – mai 2018 (information)
 - 12.3 Journal de facturation – mai 2018 (information)
 - 12.4 Rapport du Maire (information)
13. **DOSSIERS JURIDIQUES** – Aucun sujet
14. **DEMANDE D'APPUIS FINANCIERS**
 - 14.1 Destination Saint-Camille – Membre de soutien corporatif (adoption)
 - 14.2 Finissants Université Sherbrooke – initiative en développement (adoption)
15. **PARTICIPATION À DES ÉVÉNEMENTS ET FORMATIONS**
 - 15.1 **Événements**
 - 15.1.1 Séance d'information Programme Habitation durable (adoption)
 - 15.1.2 MRC des Sources – États généraux de la culture (adoption)
 - 15.1.3 CDC des Sources - AGA (adoption)
 - 15.1.4 Carrefour jeunesse-emploi - AGA (adoption)
 - 15.1.5 JEVI - AGA (adoption)
 - 15.1.6 Conseil régional de l'environnement de l'Estrie – AGA (adoption)
 - 15.1.7 Carrefour action municipale et famille – AGA (adoption)
 - 15.1.8 Congrès FQM – inscription (adoption)
 - 15.2 **Formations – aucun sujet**
 - 15.2.1 Atelier de formation – DG et adjointe (adoption)
16. **DEUXIÈME PÉRIODE DE QUESTIONS DES CITOYENS**
17. **RÈGLEMENTATION**
 - 17.1 **Dépôt de règlements** – Aucun sujet
 - 17.2 **Adoption de règlements**
 - 17.2.1 Règlement 2018-03 modifiant le Règlement 2016-07 sur la sécurité incendie (adoption)
18. **AVIS DE MOTION**
19. **VARIA**
20. **LEVÉE DE LA SÉANCE**

Adopté.

3. **ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL**

SM2018-06-143 3.1. **Procès-verbal de la séance ordinaire du 7 mai 2018**

CONSIDÉRANT que les membres du conseil ont pris individuellement connaissance du procès-verbal de la séance ordinaire du 7 mai 2018;

CONSIDÉRANT que les membres du conseil renoncent à la lecture publique du procès-verbal;

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par Pierre Bellerose, appuyé par France Thibault et résolu à l'unanimité des conseillers :

D'adopter le procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 7 mai 2018.

Adoptée.

SM2018-06-144 3.2. Procès-verbal de la séance extraordinaire du 15 mai 2018

CONSIDÉRANT que les membres du conseil ont pris individuellement connaissance du procès-verbal de la séance extraordinaire du 15 mai 2018;

CONSIDÉRANT que les membres du conseil renoncent à la lecture publique du procès-verbal;

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par Lucie Cormier, appuyé par Clément Frappier et résolu à l'unanimité des conseillers :

D'adopter le procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du 15 mai 2018.

Adoptée.

4. PREMIÈRE PÉRIODE DE QUESTIONS DES CITOYENS

Le maire répond aux questions d'un citoyen présent.

5. VOIRIE ET SÉCURITÉ PUBLIQUE – Aucun sujet

6. ENVIRONNEMENT – Aucun sujet

7. CULTURE – Aucun sujet

8. MILIEU DE VIE

SM2018-06-145 8.1. Semaine de la Municipalité - publicité

Il est proposé par France Thibault appuyé par Lucie Cormier et résolu à l'unanimité des conseillers :

De ne pas accepter l'offre de publicité du journal Actualités l'Étincelle à l'occasion de la semaine de la Municipalité.

Adoptée.

SM2018-06-146 8.2. Plan et politique MADA – formation comité suivi

Il est proposé par France Thibault, appuyé par Lucie Cormier et résolu à l'unanimité des conseillers :

Que la Municipalité du Canton de Saint-Camille mandate la conseillère Lucie Cormier, responsable du dossier « Aînés » et Olivier Brière, coordonnateur de la Corporation de développement à animer un comité de suivi MADA composé de Philippe Pagé, Maire, Claire Royer, présidente du Cercle de la bonne entente, Huguette Jarret, présidente de la Corvée, et de Nicole Laroche et Huguette Lecomte, représentantes de la FADOQ, ayant comme objectif de soutenir la réalisation des actions lors du processus de mise en œuvre du plan d'action MADA.

Que ce comité rende compte de façon périodique au conseil municipal de l'avancement des objectifs prévus au plan d'action MADA et propose des

actions au conseil municipal ou à toutes organisations locales et régionales concernées par le bien-être de la population aînée de Saint-Camille.

Adoptée.

8.3. Semaine québécoise des personnes handicapées

Les élus sont informés de la tenue de la semaine québécoise des personnes handicapées, du 1^{er} au 7 juin 2018.

9. DÉVELOPPEMENT – Aucun sujet

10. ÉCONOMIE ET AGRICULTURE – Aucun sujet

11. BÂTIMENTS ET ÉQUIPEMENTS MUNICIPAUX

SM2018-06-147 11.1. Garage municipal – attribution contrat isolation

Il est proposé par Clément Frappier, appuyé par Pierre Bellerose et résolu à l'unanimité des conseillers :

D'attribuer le contrat d'isolation à l'uréthane d'une partie des murs extérieurs du garage municipal situé au 130 rue Desrivières, au plus bas soumissionnaire conforme, soit Isolation St-Pierre Inc., pour un montant de cinq mille cent vingt dollars (\$5 120).

Adoptée.

SM2018-06-148 11.2. Garage municipal – attribution contrat tôle

Il est proposé par Pierre Bellerose, appuyé par Clément Frappier et résolu à l'unanimité des conseillers :

D'attribuer le contrat d'installation de la tôle à l'intérieur d'une partie du garage municipal du 130 rue Desrivières, ainsi que l'enlèvement de la tôle à l'extérieur pour permettre d'appliquer l'isolant et remettre celle-ci en place après les travaux d'isolation, au plus bas soumissionnaire conforme soit : Finition Architecturale des Cantons. Le tout pour un montant de onze mille deux cent cinquante dollars (\$11 250).

Adoptée.

12. DOSSIERS ADMINISTRATIFS

SM2018-06-149 12.1. Comptes à payer – mai 2018

Il est proposé par Pierre Bellerose, appuyé par Anne-Marie Merrien et résolu à l'unanimité des conseillers :

Que la liste de comptes à payer, au montant de cent vingt-et-un mille quatre cent trente-neuf dollars et quatre-vingt-huit sous (\$121 439.88), préparée par la directrice générale, couvrant la période du 3 mai 2018 au 30 mai 2018, soit adoptée.

Adoptée.

12.2. Liste des permis

La liste des permis couvrant la période du 3 mai 2018 au 30 mai 2018 est remise aux élus.

12.3. Journal de facturation – mai 2018

Les membres du conseil prennent connaissance du journal de facturation.

12.4. Rapport du Maire

Le Maire fait rapport aux élus et au citoyen présent les faits saillants du rapport financier et du rapport du vérificateur externe pour l'année 2017.

ÉTAT DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Revenus	Réel
Taxes	704 940
Paiements tenant lieu de taxes	2 845
Autres revenus de sources locales	69 612
Transferts	130 500
	<hr/>
	907 897
Dépenses de fonctionnement	
Administration générale	215 482
Sécurité publique	104 544
Transport	299 846
Hygiène du milieu	60 214
Santé et bien-être	5 448
Aménagement, urbanisme et développement	64 572
Loisirs et culture	159 142
Frais de financement	10 926
	<hr/>
	920 174
Autres activités financières	
Remboursement en capital	
	<hr/>
Excédent des activités financières avant affectations	(12 277)
Affectations	
Remboursement dette long terme	(10 000)
Transfert à l'état des activités d'investissement	(38 802)
Amortissement des immobilisations	163 425
Transfert de l'excédent accumulé non affecté	7 110
	<hr/>
Excédent (déficit) de fonctionnement pour l'année	109 456
	<hr/>
Excédent accumulé non affecté au 31 décembre	464 628

13. DOSSIERS JURIDIQUES – Aucun sujet

14. DEMANDE D'APPUIS FINANCIERS

SM2018-06-150 14.1. Destination Saint-Camille – Membre de soutien

Il est proposé par Pierre Bellerose, appuyé par Clément Frappier et résolu à l'unanimité des conseillers;

Que la Municipalité du Canton de Saint-Camille soutienne la Coopérative de solidarité Destination Saint-Camille dans sa mission en devenant membre de soutien corporatif pour un montant de deux cent cinquante dollars (\$250).

Adoptée.

SM2018-06-151 14.2. Finissants Université Sherbrooke – initiative en développement

CONSIDÉRANT QUE le projet des étudiants de l'Université de Sherbrooke consiste à mettre l'épaule à la roue du développement de la communauté de Saint-Camille;

CONSIDÉRANT QUE les retombées pour les parties prenantes locales et régionales impliquées sont nombreuses;

CONSIDÉRANT QUE la demande de contribution financière est de cinq cents dollars;

Une proposition de cinq cents dollars (\$500) est apportée par le conseiller Pierre Bellerose;

Une proposition de deux cent cinquante dollars (\$250) est apportée par le conseiller Clément Frappier;

Le conseiller Pierre Bellerose demande le vote :

Proposition \$500 :

Pour : 1

Contre : 4 (le Maire n'ayant pas pris part au vote)

Proposition \$250 :

Pour : 4

Contre : 1 (le Maire n'ayant pas pris part au vote)

Il est proposé par Clément Frappier, appuyé par France Thibault et résolu à la majorité des conseillers :

De contribuer financièrement au projet pour un montant de deux cent cinquante dollars (\$250).

Adoptée.

SM2018-06-152 14.3 Destination Saint-Camille – développement activités estivales

Il est proposé par Clément Frappier appuyé par France Thibault et résolu à l'unanimité des conseillers :

De reporter ce point à une séance ultérieure par manque d'information.

Adoptée.

15. PARTICIPATION À DES ÉVÉNEMENTS

15.1. Événements

SM2018-06-153 15.1.1. Séance d'information Programme Habitation durable

Il est proposé par Clément Frappier, appuyé par Anne-Marie Merrien et résolu à l'unanimité des conseillers :

Que Pierre Bellerose représente la Municipalité du Canton de Saint-Camille à la séance d'information du Programme Habitation Durable, qui se tiendra le mercredi 20 juin 2018, à la MRC d'Asbestos.

Que tous les frais inhérents à cette activité lui soient remboursés sur présentation des pièces justificatives.

Adoptée.

SM2018-06-154 15.1.2. MRC des Sources – États généraux de la culture

Il est proposé par Pierre Bellerose, appuyé par Anne-Marie Merrien et résolu à l'unanimité des conseillers :

Que Philippe Pagé, maire, Lucie Cormier, conseillère et France Thibault, conseillère, participent aux états généraux de la culture de la MRC des Sources, événement qui se tiendra le vendredi 22 juin 2018 au Camillois de Saint-Camille.

Adoptée.

SM2018-06-155 15.1.3. CDC des Sources - AGA

Il est proposé par Pierre Bellerose, appuyé par France Thibault et résolu à l'unanimité des conseillers :

Que Lucie Cormier, conseillère, représente la Municipalité du Canton de Saint-Camille, à l'assemblée générale annuelle 2018 de la Corporation de Développement Communautaire des Sources qui aura lieu le vendredi 15 juin au CIUSSS de l'Estrie-CHUS d'Asbestos.

Que tous les frais inhérents à cette activité lui soient remboursés sur présentation des pièces justificatives.

Adoptée.

SM2018-06-156 15.1.4. Carrefour jeunesse-emploi - AGA

Il est proposé par Pierre Bellerose, appuyé par Clément Frappier et résolu à l'unanimité des conseillers :

Que Lucie Cormier, conseillère, représente la Municipalité du Canton de Saint-Camille, à l'assemblée générale annuelle du Carrefour jeunesse-emploi, qui aura lieu le mercredi 6 juin 2018 à Asbestos.

Que tous les frais inhérents à cette activité lui soient remboursés sur présentation des pièces justificatives.

Adoptée.

SM2018-06-157 15.1.5. JEVI - AGA

Il est proposé par Pierre Bellerose, appuyé par Clément Frappier et résolu à l'unanimité des conseillers :

Qu'aucun élu ne pourra participer à cette activité.

Adoptée.

SM2018-06-158 15.1.6. Conseil régional de l'environnement de l'Estrie - AGA

Il est proposé par France Thibault, appuyé par Anne-Marie Merrien et résolu à l'unanimité des conseillers :

Qu'aucun élu ne pourra participer à cette activité.

Adoptée.

SM2018-06-159 15.1.7. Carrefour action municipale et famille - AGA

Il est proposé par France Thibault, appuyé par Anne-Marie Merrien et résolu à l'unanimité des conseillers :

Qu'il est impossible pour notre maire, Philippe Pagé, de participer à cette assemblée générale annuelle.

Adoptée.

SM2018-06-160 15.1.8. Congrès FQM - inscription

Il est proposé par France Thibault, appuyé par Anne-Marie Merrien et résolu à l'unanimité des conseillers :

D'inscrire Philippe Pagé ainsi que Lucie Cormier au 77^e Congrès de la Fédération québécoise des municipalités, qui aura lieu du 20 au 22 septembre 2018, au Palais des congrès de Montréal.

Que tous les frais inhérents à cette activité leur soient remboursés sur présentation des pièces justificatives.

Adoptée.

SM2018-06-161 15.1.9 Départ Karine Vallières

Il est proposé par Pierre Bellerose, appuyé par Clément Frappier et résolu à l'unanimité des conseillers :

Qu'aucun élu ne pourra participer au 6 à 8, organisé à Danville le 21 juin prochain, pour souligner le départ de Mme Karine Vallières, dû au fait que les élus sont tous en rencontre cette soirée-là.

Adoptée.

15.2. **Formations** – Aucun sujet

16. **DEUXIÈME PÉRIODE DE QUESTIONS DES CITOYENS**

17. **RÈGLEMENTATION**

17.1. **Dépôt de règlements**

17.1.1 Projet de règlement 2018-04 pour adopter à nouveau le code d'éthique et de déontologie des élus municipaux révisé sans modification du règlement 2016-05.

17.2. **Adoption de règlements**

SM2018-06-162

17.2.1 Règlement 2018-03 modifiant le Règlement 2016-07 sur la sécurité incendie

ATTENDU QU'un avis de motion du présent règlement a été régulièrement donné à la séance du conseil tenue le 7 mai 2018 ;

ATTENDU QUE le projet du Règlement numéro 2018-03 a été présenté par Pierre Bellerose et déposé à la séance régulière du conseil tenue le 7 mai 2018;

ATTENDU QUE chacun des membres du conseil, ayant reçu une copie du projet de règlement 2018-03 modifiant le règlement 2016-07 décrétant les normes relatives à la sécurité incendie sur le territoire de la Municipalité du Canton de Saint-Camille, ils renoncent à la lecture publique du règlement 2018-03 ;

EN CONSÉQUENCE, Il est proposé par Pierre Bellerose appuyé par Anne-Marie Merrien et résolu à la majorité des conseillers, que le conseil de la Municipalité du Canton de Saint-Camille ordonne et statue par le présent règlement ainsi qu'il suit savoir :

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DES SOURCES
MUNICIPALITÉ DU CANTON DE SAINT-CAMILLE

RÈGLEMENT CONCERNANT LA SÉCURITÉ INCENDIE

* Les articles qui n'avaient pas d'équivalent ont été ajoutés aux endroits appropriés.

ARTICLE 1.- PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

ARTICLE 2.- DÉFINITIONS

À moins de déclaration contraire, expresse ou résultant du contexte de la disposition, les expressions, termes et mots suivants ont dans le présent règlement le sens et l'application que leur attribue le présent article :

- 1° « **Officier désigné** » désigne le directeur du Service de sécurité incendie ou son représentant ou le chef de la division aux opérations ou le directeur du Service de l'inspection de la municipalité du Canton de Saint-Camille ainsi que tout membre inspecteur du Service de sécurité incendie dûment autorisé par une résolution du Conseil.
- 2° « **Avertisseur de fumée** » désigne tout avertisseur de fumée avec sonnerie incorporée, conçu pour donner l'alarme dès la détection de fumée dans une pièce.
- 3° « **Avertisseur de monoxyde de carbone** » désigne tout avertisseur de monoxyde de carbone avec sonnerie incorporée, conçu pour donner l'alarme dès la détection de monoxyde de carbone dans une pièce.
- 4° « **Bâtiment** » signifie toute construction utilisée ou destinée à être utilisée pour abriter ou recevoir des personnes, des animaux ou des biens.
- 5° « **Détecteur de fumée** » désigne un dispositif détectant la présence des particules visibles ou invisibles produites par la combustion et qui déclenchent automatiquement un signal, portant le sceau d'homologation (ou certification) des Underwriter's Laboratories of Canada (ULC).
- 6° « **Étage** » signifie une partie d'un bâtiment délimitée par la face supérieure d'un plancher et celle du plancher situé immédiatement au-dessus ou, en son absence, par le plafond au-dessus.
- 7° « **Feu d'abattis** » signifie la destruction par le feu d'amas d'arbres, d'arbustes, de branchages, de branches ou autres matières semblables.
- 8° « **Feu de foyer extérieur** » signifie la destruction par le feu de matières combustibles dans un foyer où les flammes sont contenues sur toutes ses faces.
- 9° « **Feu en plein air** » signifie la destruction par le feu de matières combustibles lorsque les flammes ne sont pas entièrement contenues. Comprends les feux de joie et les feux de camp à ciel ouvert ailleurs que sur un terrain de camping. Cette expression ne comprend pas les barbecues et les feux de foyer extérieur.
- 10° « **Inspecteur** » désigne un officier du Service de sécurité incendie de la Municipalité.
- 11° « **Logement** » signifie une ou plusieurs pièces servant ou destinées à servir de domicile à une ou plusieurs personnes et où l'on peut préparer et consommer les repas et dormir.
- 12° « **Propriétaire** » désigne toute personne physique ou morale détenant un droit de propriété sur le bâtiment.
- 13° « **Ramonage** » signifie le nettoyage des parois intérieures d'une cheminée ou de tout conduit de fumée qui est situé à l'intérieur d'une telle cheminée, et ce, au moyen de l'équipement nécessaire pour exécuter le travail selon les règles de l'art ainsi que l'inspection du conduit à l'exception des conduits d'évacuation des appareils de gaz propane.
- 14° « **Ramoneur** » désigne toute personne qui exerce la profession de ramonage.
- 15° « **Risque faible** » désigne tout bâtiment résidentiel d'un (1) ou de deux (2) logements, d'un (1) ou de deux (2) étages et de type détaché, tout chalet, toute maison mobile et de très petits bâtiments très espacés.
- 16° « **Risque moyen** » désigne tout bâtiment résidentiel attaché d'au plus trois (3) étages, tout immeuble de huit (8) logements ou moins, toute maison de chambres de cinq (5) à neuf (9) chambres et tout établissement industriel de groupe F, division 3, tel que défini dans le *Code national du bâtiment – Canada 2005 (CNB)*.

- 17° « **Risque élevé** » désigne tout immeuble de neuf (9) logements ou plus, toute maison de chambres de dix (10) chambres ou plus, tout motel, tout bâtiment dont l'aire au sol est de plus de six cents mètres carrés (600 m²), tout bâtiment commercial ou d'affaires de quatre (4) à six (6) étages et où la quantité de matières dangereuses est peu significative, tout lieu où l'évacuation n'est pas problématique, tout bâtiment agricole et tout établissement industriel du groupe F, division 2, tel que défini dans le *Code national du bâtiment – Canada 2005* (CNB).
- 18° « **Risque très élevé** » désigne tout lieu impliquant une évacuation difficile, où les occupants ne peuvent évacuer d'eux-mêmes, où l'on trouve un nombre élevé d'occupants, tout lieu où une quantité importante de matières dangereuses est susceptible d'être présente, tout bâtiment présentant un risque élevé de conflagration, tout bâtiment de plus de six (6) étages, tout lieu où l'impact d'un incendie est susceptible de nuire au fonctionnement d'une communauté et tout établissement industriel du groupe F, division 1, tel que défini dans le *Code national du bâtiment – Canada 2005* (CNB).

CHAPITRE 2 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 3.- SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE

Le directeur du Service de sécurité incendie de la municipalité du Canton de Saint-Camille et/ou ses représentants sont responsables de l'application du présent règlement.

ARTICLE 4.-CODE DE SÉCURITÉ DU QUÉBEC, CHAPITRE VIII-BATIMENT ETCODE NATIONAL DE PRÉVENTION DES INCENDIES

Le Code de sécurité du Québec, Chapitre VIII- Bâtiment, et le Code national de prévention des incendies du Canada 2010 et ses règlements à ce jour forment une partie intégrante du présent règlement comme s'ils étaient ici récités au long et chacune de ses dispositions, sauf celles expressément abrogées ou remplacées par la présente section, s'appliquent à tout immeuble situé sur le territoire de la municipalité du Canton de Saint-Camille.

ARTICLE 5.- SÉCURITÉ DANS LES ÉDIFICES PUBLICS

Le Code de sécurité adopté en vertu de la Loi sur le bâtiment et ses amendements forment partie intégrante du présent règlement comme s'ils étaient ici récités au long et chacune de ses dispositions s'appliquent aux bâtiments faisant partie des catégories de risques élevés et très élevés situés sur le territoire de la municipalité du Canton de Saint-Camille.

ARTICLE 6.- EXIGENCE PLUS RESTRICTIVE

Lorsque la législation fédérale ou provinciale comporte une exigence plus restrictive que celle du présent règlement, l'exigence prévaut.

ARTICLE 7.- POUVOIRS DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE

Aux fins de l'application du présent règlement, l'autorité compétente peut :

1. Visiter et examiner, à toute heure raisonnable à moins d'une urgence, tout bâtiment, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, pour constater si le présent règlement y est exécuté, pour vérifier tout renseignement ou pour constater tout fait nécessaire à l'émission d'un permis ou d'une autorisation ou de toute autre forme de permission. À ces fins, tout propriétaire est tenu de laisser pénétrer à l'intérieur de sa propriété les personnes autorisées à la visiter et l'examiner;

2. Ordonner à tout propriétaire, locataire ou occupant d'un bâtiment de rectifier toute situation constituant une infraction au présent règlement;
3. Ordonner à tout propriétaire, locataire ou occupant de suspendre des travaux et activités qui contreviennent au présent règlement;
4. Ordonner qu'un essai soit fait sur un matériau, un dispositif, une méthode de construction ou un élément fonctionnel et structural de construction;
5. Exiger que le propriétaire ou le locataire fournisse à ses frais une preuve suffisante qu'un matériau, un dispositif de construction, une structure ou un bâtiment est conforme au présent règlement;
6. Révoquer ou refuser d'émettre un permis lorsque les essais mentionnés au paragraphe 4 ne se révèlent pas satisfaisants ou que la preuve mentionnée au paragraphe 5 est insuffisante;
7. Révoquer un permis s'il y a une contravention au présent règlement ou aux conditions de permis;
8. Exiger qu'une copie des plans et devis approuvés et du permis émis soit gardée sur la propriété pour laquelle le permis a été délivré;
9. Exiger que le dossier des résultats d'essais commandés en vertu du paragraphe 4 soit gardé sur la propriété pour laquelle le permis a été délivré durant l'exécution des travaux ou pour une période de temps qu'elle détermine.
10. Lorsqu'elle juge que le risque d'incendie ou de danger pour la sécurité des occupants est imminent dans un bâtiment, l'autorité compétente peut faire évacuer ledit bâtiment jusqu'à ce que la situation soit corrigée.

ARTICLE 8.- ENTRAIDE INTERMUNICIPALE

Conformément au règlement le Conseil municipal autorise le responsable du Service de sécurité incendie à exercer les pouvoirs mentionnés aux articles 1 et 2 de cette loi à l'égard des municipalités comprises à l'intérieur des limites territoriales de la MRC des Sources et de la MRC limitrophe. Ces pouvoirs consistent essentiellement à ce que le responsable du Service de sécurité incendie peut, lorsqu'il se déclare un incendie dans la municipalité, requérir la brigade des incendies d'une autre municipalité. Celui-ci peut également permettre à la brigade des incendies de la municipalité d'accorder ses services à une autre municipalité qui en fait la demande. L'article 3 de cette loi prévoit que ce pouvoir peut être délégué à un officier municipal par voie de règlement.

ARTICLE 9.- PRIORITÉ

Le Service de sécurité incendie répond en tout premier lieu et à tout moment aux appels provenant de son territoire et doit privilégier toute intervention à l'intérieur des limites de la municipalité avant d'intervenir dans d'autres municipalités.

CHAPITRE 3 – POUVOIRS SUR LES LIEUX D'INTERVENTION

ARTICLE 10.- DIRECTION DES OPÉRATIONS

Le directeur du service de sécurité incendie ou son représentant assume la direction complète des opérations sur les lieux d'un sinistre ou d'un incident impliquant des matières dangereuses, et ce, préalablement à la mise en place du plan des mesures d'urgence municipal.

ARTICLE 11.- FIN DE L'URGENCE

Le directeur du service de sécurité incendie ou son représentant déclare la fin de l'urgence lorsque le fléau ou le danger n'existe plus ou a été suffisamment réduit pour que tout revienne à la normale.

ARTICLE 12.- INTERDICTION D'ACCÈS

Le directeur du service de sécurité incendie ou son représentant, s'il le juge nécessaire pour la continuation d'une enquête sur les causes et circonstances et/ou lorsque les lieux présentent des dangers pour ceux qui s'y aventureraient, peut demander que les membres de la Sûreté du Québec interdisent l'accès aux lieux.

ARTICLE 13.- POUVOIRS DE DÉMOLITION

Le directeur du service de sécurité incendie ou son représentant est autorisé à faire procéder à la démolition de tout bâtiment, maison, clôture, lorsque la chose est jugée nécessaire pour arrêter la propagation d'un incendie et/ou de tout risque d'incendie et/ou afin d'assurer la sécurité d'un ou des occupants ou d'un ou des passants.

ARTICLE 14.- POUVOIRS D'INTERVENTION

Tout membre du service de sécurité incendie dans l'exercice de ses fonctions peut pénétrer en tout temps sur une propriété, dans un véhicule ou dans un bâtiment et y pratiquer les brèches nécessaires dans les clôtures, murs, toits et autres endroits semblables pour le sauvetage de personnes, combattre le feu ou empêcher la propagation de celui-ci, pourvu qu'il y ait évidence raisonnable d'un risque de danger à la personne, à la propriété et/ou à un bâtiment sur cette propriété ou dans ce bâtiment.

ARTICLE 15.- INTERVENTION DANS UN VÉHICULE

Lorsque le Service de sécurité incendie intervient pour prévenir ou combattre le feu d'un véhicule sur le territoire de la municipalité du Canton de Saint-Camille, ou pour fournir des constatations et les réactions appropriées à la suite d'un tel feu, le propriétaire du véhicule doit, s'il n'est pas résident de la Municipalité, payer les coûts réels de l'intervention.

ARTICLE 16.- PAIEMENT D'UNE INTERVENTION DANS UN VÉHICULE

En vertu de l'article 15, toute intervention dans un véhicule dont le propriétaire n'est pas résident municipalité du Canton de Saint-Camille sera facturée au propriétaire selon la tarification en vigueur.

Dans tous les cas, selon la convention en vigueur dans les municipalités un minimum d'heure par véhicule se rendant sur les lieux d'une intervention est exigible et sera facturé.

Dans tous les cas, la convention en vigueur dans les municipalités un minimum d'heures pour chaque membre du Service de sécurité incendie se rendant sur les lieux d'une intervention est exigible et sera facturé.

ARTICLE 17.- SÉCURITÉ

Le directeur du service de sécurité incendie ou l'officier responsable est habilité à demander l'assistance de la Sûreté du Québec afin de procéder à l'arrestation de toute personne qui gêne un ou des membres du service dans l'exercice de leurs fonctions, qui dérange ou obstrue les opérations sur le site d'une urgence, qui refuse d'obtempérer aux ordres qui lui ont été donnés ou qui refuse de se retirer à l'endroit fixé par le directeur ou l'officier responsable.

ARTICLE 18.- DEMANDE DE SECOURS

Toute personne présente sur les lieux d'urgence doit, si elle en est requise par l'autorité responsable, prêter tout le secours dont elle en est capable pour combattre un incendie, ou toute situation jugée urgente par l'autorité compétente.

ARTICLE 19.- TUYAUX D'INCENDIE

Il est interdit de passer sur un tuyau d'incendie déployé sauf sur autorisation du directeur ou son représentant.

Nul ne peut interdire au directeur ou à son représentant de faire passer les tuyaux sur tout terrain privé de la municipalité de la manière prévue par celui-ci.

CHAPITRE 4 – ALLUMAGE DE FEUX EN PLEIN AIR

ARTICLE 20.- PERMIS

Il est défendu à toute personne d'allumer, de faire allumer ou de permettre que soit allumé un feu de quelque genre que ce soit sans avoir obtenu, au préalable, un permis à cet effet de l'autorité compétente, soit le directeur du Service de sécurité incendie ou son représentant.

ARTICLE 21.- FEUX D'ARTIFICE / PÉTARDS

Il est défendu à toute personne de faire ou de permettre qu'il soit fait usage de pétards et/ou de feux d'artifice sans autorisation du directeur du service de sécurité incendie ou de l'inspecteur qualifié du Service de sécurité incendie, ou avec autorisation du Conseil municipal qui est tenu d'en informer le service sécurité incendie.

ARTICLE 22.- PERSONNE RESPONSABLE

La personne qui se voit émettre une autorisation pour faire un feu est d'office responsable du respect des conditions particulières de l'autorisation et des conditions générales prescrites dans ce règlement.

ARTICLE 23.- NOMBRE

Un seul foyer peut être installé par bâtiment principal.

ARTICLE 24.- FEU EN PLEIN AIR

Toute personne qui désire faire un feu en plein air ou un feu d'abattis, en tout endroit dans la municipalité, doit au préalable obtenir un permis de l'autorité compétente, en l'occurrence du directeur du service de sécurité incendie ou de son représentant.

Le permis peut être obtenu seulement par le propriétaire du lieu et sur les heures normales d'affaires du bureau municipal.

Le permis de feu en plein air ou de feu d'abattis sera gratuit et valide pour deux (2) jours seulement.

Le requérant doit respecter l'ensemble des conditions suivantes :

1. Garder, en tout temps, sur les lieux du feu une personne majeure responsable;
 2. Ne pas utiliser des produits accélérant;
 3. Avoir en tout temps sur les lieux l'équipement nécessaire afin de prévenir tout danger d'incendie;
 4. Limiter la hauteur des amas de bois à brûler à la hauteur spécifiée dans le permis;
 5. N'utiliser aucun pneu, produit pétrolier ou matière à base de caoutchouc;
 6. Ne pas allumer ou ne pas maintenir allumé tout feu si la vitesse du vent dépasse vingt (20) kilomètres/heure;
 7. Ne pas allumer de feu lorsque les feux en plein air sont interdits par l'autorité gouvernementale concernée;
 8. Être situé à plus de dix (10) mètres (32' 10") de tout bâtiment et de toute autre matière combustible ou d'un réservoir de combustible;
 9. Éteindre le feu lors d'une plainte de fumée incommodant le voisinage, ou lorsque requis par l'autorité compétente;
 10. Aux heures mentionnées dans le permis;
 11. S'assurer que le feu est complètement éteint avant de quitter les lieux.
- Toute personne ayant omis de respecter les conditions du permis ou ayant omis de demander un permis est passible des sanctions prévues au présent

règlement et peut être tenue responsable du paiement des décaissements encourus par la municipalité du Canton de Saint-Camille pour le travail du service de sécurité incendie.

Le fait d'obtenir un permis pour faire un feu en plein air ne libère pas celui qui l'a obtenu de ses responsabilités ordinaires, dans le cas où les décaissements ou dommages résultent du feu ainsi allumé.

12. Emplacement autorisé dans un périmètre

12.1. Périmètre urbain

12.1.1 Un foyer extérieur ne peut être installé que dans la cour arrière ou latérale telle que définie aux règlements d'urbanisme de la municipalité.

12.1.2 La distance entre un foyer extérieur et toute la ligne de propriété doit être d'au moins 2 mètres.

12.1.3 La distance entre un foyer extérieur et tout matériau combustible doit être d'au moins 3 mètres.

12.1.4 La distance entre un foyer extérieur et tout bâtiment doit être d'au moins 5 mètres.

12.2. Périmètre rural

12.2.1 Pour des fins récréatives, l'espace doit être délimité sur une surface incombustible et ayant un muret de rétention de 250 mm de diamètre.

12.2.2 La distance entre un foyer extérieur et toute la ligne de propriété doit être d'au moins 3 mètres.

12.2.3 La distance entre un foyer extérieur et tout matériau combustible doit être d'au moins 5 mètres.

12.2.4 La distance entre un foyer extérieur et tout bâtiment doit être d'au moins 10 mètres.

12.2.5 À proximité des bâtiments agricoles, la distance requise est de 45 mètres.

12.2.6 Les feux pour fins récréatives ne doivent pas être supérieurs à un mètre de hauteur.

13. Foyer extérieur

Durée : Valide aussi longtemps qu'il n'y a pas de changement ou modification de l'emplacement du foyer.

Toute personne qui désire aménager un foyer extérieur sur sa propriété doit au préalable obtenir un permis de l'autorité compétente, en l'occurrence du directeur du service de sécurité incendie ou de son représentant ou du directeur du service de l'inspection.

Le permis peut être obtenu seulement par le propriétaire du lieu et sur les heures normales d'affaires du bureau municipal.

Le permis sera gratuit. Après l'obtention du permis, le foyer extérieur est aménagé par le propriétaire. Celui-ci ne doit pas en faire usage avant la visite d'un membre du service d'une autorité compétente, visite effectuée dans les quinze (15) jours suivant l'émission du permis, qui vérifiera ledit aménagement et donnera au propriétaire un certificat de conformité si celui-ci respecte l'ensemble des conditions énumérées dans cet article.

Le requérant doit respecter l'ensemble des conditions suivantes, ainsi que ceux à l'article 24,12 :

1. N'être allumé qu'entre 19 h et 23 h (urbaine et rurale);
2. Ne pas allumer ou ne pas maintenir allumé de feu si la vitesse du vent dépasse vingt (20) kilomètres/heure;
3. Ne pas allumer de feu lorsque les feux en plein air sont interdits par l'autorité gouvernementale concernée;
4. L'âtre du foyer ne peut excéder soixante-quinze centimètres (75 cm) de largeur par soixante-quinze centimètres (75 cm) de hauteur par soixante centimètres (60 cm) de profondeur;
5. 5° Tout foyer doit être muni d'une cheminée dotée à son extrémité d'un pare-étincelles et n'excédant pas cent quatre-vingts centimètres

(180 cm).

6. Le foyer doit être muni d'un fond et entouré de parois incombustibles (métal, brique, pierre, etc.) d'une hauteur minimale de quarante-cinq centimètres (45 cm);
7. Il doit être localisé dans la cour arrière de la propriété et disposé de façon à empêcher toute émission d'étincelles, de fumée ou de suie pouvant incommoder le confort, la santé ou le bien-être du voisinage ou créer une nuisance évidente au voisinage;
8. le foyer doit être situé :
 - à plus de trois (3) mètres (9' 10") de tout bâtiment et de toute autre matière combustible ou inflammable,
 - à plus de huit (8) mètres (26' 3") de tout réservoir de combustible (sauf pour les réservoirs de neuf (9) kilogrammes et moins (20 livres) pour lesquels une distance minimale de cinq (5) mètres (16' 5") est requise;
 - à plus de deux (2) mètres (6' 7") des lignes latérales et arrière de la propriété;
9. Une personne majeure et responsable doit se trouver, en tout temps, sur les lieux;
10. Utiliser seulement comme matière combustible du bois séché non verni, non peint, ni traité et exempt de toute matière toxique;
11. La hauteur du feu doit être limitée à un (1) mètre (3' 4");
12. Les moyens nécessaires à l'extinction du feu doivent être constamment disponibles à proximité du foyer, soit dans un rayon de dix (10) mètres (32' 10");
13. S'assurer que le feu est complètement éteint avant de quitter les lieux;
14. Éteindre le feu lors d'une plainte de fumée incommodant le voisinage, ou lorsque requis par l'autorité compétente.

Le fait pour une personne d'allumer un foyer extérieur sans permis ou sans respecter les conditions d'utilisation stipulées ci-haut constitue une infraction et la personne qui a obtenu le permis est passible des sanctions prévues au présent règlement et peut être tenue responsable du paiement des déboursés encourus par la municipalité du Canton de Saint-Camille pour le travail du service de sécurité incendie.

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication, et ce, conformément à la Loi.

ARTICLE 25.- EXCEPTIONS RELATIVES AUX TERRAINS DE CAMPING

Les occupants de terrains de camping ne seront pas tenus au respect des conditions contenues aux points 1, 6 et 7 de l'article 24 et il n'y aura qu'un seul permis émis pour l'ensemble des occupants.

ARTICLE 26.- INCESSIBILITÉ

Un permis de foyer extérieur est incessible.

ARTICLE 27.- POUVOIR D'INTERDICTION

La municipalité du Canton de Saint-Camille se réserve le droit d'interdire en tout temps les feux de foyer, soit lors de conditions météorologiques particulières ou lorsque des appareils de détection signalent la présence de contaminant(s) dans l'air pouvant nuire à la santé publique.

CHAPITRE 5 – INSTALLATION D'ÉQUIPEMENT DESTINÉ À AVERTIR EN CAS D'INCENDIE

ARTICLE 28.- EXIGENCES

Des avertisseurs de fumée conformes à la norme CAN/ULC-S531-M « Avertisseurs de fumée » doivent être installés dans chaque logement et dans chaque pièce où l'on dort ne faisant pas partie d'un logement.

De plus, un système d'alarme incendie doit être installé dans un bâtiment si, selon l'expertise de l'autorité compétente, les moyens pour assurer un degré de sécurité incendie sont jugés insuffisants.

ARTICLE 29.- EMBLACEMENT

Les avertisseurs de fumée à l'intérieur des logements doivent être installés entre chaque aire où l'on dort et le reste du logement; toutefois, lorsque les aires où l'on dort sont desservies par des corridors, les avertisseurs de fumée doivent être installés dans les corridors.

Dans les logements comportant plus d'un étage, au moins un avertisseur de fumée doit être installé à chaque étage à l'exception des greniers non chauffés et des vides sanitaires.

Lorsque l'aire d'un étage excède cent trente (130) mètres carrés, un avertisseur de fumée additionnel doit être installé pour chaque unité de cent trente (130) mètres carrés ou partie d'unité.

Dans un logement où des chambres sont louées, un avertisseur de fumée doit être installé dans chacune des chambres offertes en location.

ARTICLE 30.- NORMES D'INSTALLATION

Les avertisseurs de fumée doivent être fixés au plafond ou à proximité de celui-ci, conformément aux directives d'installations fournies par le fabricant de l'appareil. Afin d'assurer un meilleur fonctionnement d'un avertisseur, celui-ci doit être installé :

- à plus de 60 cm des coins d'une pièce;
- à plus de 15 cm d'un mur latéral;
- de façon à n'être encastré d'aucune manière;
- à plus de 1 m et à moins de 1,5 m du sommet d'un plafond en pente;
- à plus de 1 m d'une porte ou d'une fenêtre donnant sur l'extérieur;
- à plus de 1 m d'un appareil de climatisation;
- à plus de 1 m d'un appareil de ventilation ou de l'une de ses entrées ou sorties d'air;
- à plus de 1 m d'une entrée ou d'une sortie d'air d'une pièce ventilée;
- à plus de 1 m d'une lumière;

Selon toute autre norme établie par le fabricant de l'appareil.

ARTICLE 31.- MALENTENDANT

Dans tout endroit où se trouve régulièrement un malentendant, un dispositif approprié à l'état de cette personne doit être ajouté à l'avertisseur traditionnel afin de lui permettre de réagir à l'alarme.

ARTICLE 32.- RACCORDEMENT

Les avertisseurs de fumée exigés par le présent règlement ne doivent pas être raccordés à un réseau détecteur et avertisseur d'incendie installé en vertu d'un autre règlement provincial ou municipal.

ARTICLE 33.- RACCORDEMENT POUR LES NOUVEAUX BÂTIMENTS OU BÂTIMENTS FAISANT L'OBJET DE RÉNOVATIONS

Dans les nouveaux bâtiments et dans les bâtiments faisant l'objet de rénovations dont le coût estimé (aux fins de l'émission du permis de rénovation) excède 10 % de l'évaluation foncière du bâtiment, les avertisseurs de fumée doivent être raccordés de façon permanente à un circuit électrique et il ne doit y avoir aucun dispositif de sectionnement entre

le dispositif de sécurité contre les surintensités et l'avertisseur de fumée. Lorsqu'un bâtiment n'est pas alimenté en énergie électrique, les avertisseurs de fumée peuvent être alimentés par une pile.

ARTICLE 34.- DÉCLENCHEMENT AUTOMATIQUE

Lorsque plusieurs avertisseurs de fumée raccordés à un circuit électrique doivent être installés à l'intérieur d'un logement, ceux-ci doivent être reliés électriquement entre eux de façon à se déclencher tous automatiquement dès qu'un avertisseur est déclenché.

ARTICLE 35.- ÉQUIVALENCE

Un réseau détecteur et avertisseur d'incendie satisfait au présent règlement lorsque :

1. Des détecteurs de fumée sont installés partout où les avertisseurs de fumée sont requis par le présent règlement;
2. Des dispositifs d'alarme sont installés au voisinage de toutes les pièces où l'on dort et à chaque étage;
3. Toutes les composantes du système d'alarme incendie portent le sceau d'homologation (ou certification) des Underwriters' Laboratories of Canada (ULC);
4. Toute l'installation est faite suivant les recommandations des manufacturiers et les exigences du Code national du bâtiment du Canada.

ARTICLE 36.- DÉLAI D'INSTALLATION

Dans les bâtiments existants lors de l'entrée en vigueur du présent règlement, tout avertisseur de fumée exigé par le présent règlement doit être installé et en fonctionnement dans les six (6) mois suivant cette entrée en vigueur.

ARTICLE 37.- RESPONSABILITÉ DU PROPRIÉTAIRE

L'occupant du bâtiment doit installer et prendre les mesures pour assurer le bon fonctionnement des avertisseurs de fumée exigés par le présent règlement, incluant les réparations et le remplacement, lorsque nécessaire. Le propriétaire doit placer une pile neuve dans chaque avertisseur de fumée ainsi alimenté lors de la location du logement ou de la chambre à tout nouveau locataire ou chambreur.

Le propriétaire doit fournir les directives d'entretien des avertisseurs de fumée; celles-ci doivent être affichées à un endroit facile d'accès pour la consultation par les locataires.

ARTICLE 38.- RESPONSABILITÉ DU LOCATAIRE

Le locataire d'un logement ou d'une chambre qu'il occupe pour une période de six (6) mois ou plus doit prendre les mesures pour assurer le bon fonctionnement des avertisseurs de fumée situés à l'intérieur du logement ou de la chambre qu'il occupe et exigés par le présent règlement, incluant le changement de la pile au besoin. Si l'avertisseur de fumée est défectueux, il doit aviser le propriétaire sans retard.

ARTICLE 39.- RESPONSABILITÉ DU PROPRIÉTAIRE

L'occupant ou l'un de ses représentants doit se rendre sur les lieux et s'y trouver dans les vingt (20) minutes suivant le déclenchement de l'alarme aux fins de donner accès aux lieux protégés pour en permettre l'inspection et la vérification intérieure, pour interrompre l'alarme ou rétablir le système s'il y a lieu. Tout défaut de respecter cet article constitue une infraction imputable au propriétaire, en sus de toute autre infraction au présent règlement.

ARTICLE 40.- AUTORITÉ DE FAIRE CESSER UNE ALARME DE PLUS DE VINGT (20) MINUTES

En l'absence du propriétaire ou de son représentant, un agent de la paix peut prendre, aux frais de l'utilisateur d'un système d'alarme, y compris un système d'alarme d'un véhicule routier, d'un immeuble ou autre lieu protégé, les dispositions nécessaires pour faire cesser l'alerte sonore ou lumineuse dont l'émission dure depuis plus de vingt (20) minutes consécutives suivant le déclenchement de l'alarme.

À cette fin, les agents de la paix sont autorisés à pénétrer dans tout immeuble si personne ne s'y trouve à ce moment.

ARTICLE 41.- AVERTISSEUR DE MONOXYDE DE CARBONE

Un avertisseur de monoxyde de carbone conforme à la norme CAN/CGA-16.19-M « Avertisseur de monoxyde de carbone résidentiel » doit être installé conformément aux directives du fabricant dans chaque pièce où se situe un appareil à combustible et/ou contigu à un garage annexé au bâtiment.

ARTICLE 42.- FAUSSE ALARME

Lorsque le service de sécurité incendie est appelé à intervenir inutilement ou sans cause pour un bâtiment plus d'une (1) fois au cours d'une période de douze (12) mois en raison d'un système d'alarme incendie qui a donné l'alarme inutilement ou sans cause ou encore par suite d'une défectuosité, le propriétaire du bâtiment recevra un avis préalable émis par l'autorité compétente.

Dès que survient la seconde alarme sans cause au cours de la période de 12 mois précédant la première fausse alarme, l'autorité compétente applique les sanctions prévues au présent règlement.

ARTICLE 43.- REQUÊTE DE RÉPARATION

Lorsque les pompiers se rendent sur les lieux à la suite d'une alarme et qu'ils constatent qu'il s'agit d'une défectuosité du système d'alarme ou que le système s'est déclenché pour une raison qui semble inconnue sur le moment, ils peuvent remettre au propriétaire une requête en réparation du système d'alarme.

Le propriétaire est tenu de faire réparer le système d'alarme dans le délai inscrit sur la requête par un technicien ayant une licence appropriée et valide de la Régie du bâtiment du Québec. En outre, il doit être en mesure de démontrer que la réparation a été effectuée.

Le défaut de se conformer à cette exigence constitue une infraction en vertu du présent article et le propriétaire est passible des amendes prévues au présent règlement.

CHAPITRE 6 – BORNES D'INCENDIE

ARTICLE 44.- ESPACE LIBRE

Un espace libre d'un (1) mètre doit être maintenu en périmètre des bornes d'incendie pour ne pas nuire à l'utilisation de ces bornes.

ARTICLE 45.- CONSTRUCTION

Il est défendu à toute personne d'ériger toute construction de façon à nuire à l'utilisation ou à la visibilité des bornes d'incendie.

ARTICLE 46.- VISIBILITÉ

Il est défendu à toute personne de lever le niveau d'un terrain ou de planter des arbustes qui nuisent à l'utilisation ou à la visibilité des bornes d'incendie.

ARTICLE 47.- NEIGE

Il est défendu à toute personne de jeter de la neige ou autre matière sur les bornes d'incendie.

ARTICLE 48.- ALTÉRATION

Nul ne peut, de quelque manière que ce soit, modifier, altérer ou enlever une partie d'une borne d'incendie incluant le panneau indicateur.

ARTICLE 49.- UTILISATION DE BORNE D'INCENDIE

Il est défendu à toute personne, autre que les employés municipaux dans l'exercice de leurs fonctions, d'utiliser une borne d'incendie pour obtenir de l'eau ou pour effectuer une vérification de pression à moins de remplir toutes les formalités suivantes :

1. une demande écrite ou verbale doit être faite au Service de sécurité incendie au moins soixante-douze (72) heures avant l'utilisation;
2. seul l'équipement approprié doit être utilisé pour l'ouverture, la fermeture des raccordements faits à la borne d'incendie;
3. lorsqu'une borne d'incendie est située dans un secteur à grand risque et que la durée de l'utilisation est supérieure à une journée normale, la borne d'incendie doit être ouverte et fermée, matin et soir par les employés municipaux;
4. Lorsqu'une borne d'incendie est utilisée pour une période prolongée durant la saison froide, un abri fermé doit être placé autour de la borne d'incendie et chauffé pour éviter le gel de l'eau;
5. L'abri doit être fourni par celui qui fait la demande d'utilisation et doit être léger et de dimension assez grande afin d'éviter tout retard en cas d'incendie;
6. L'abri peut être construit avec une charpente de bois recouverte de plastique (polyéthylène) ou autre matériau semblable;
7. Lorsqu'il s'agit de vérification de pression, un représentant de la Municipalité ou du service de sécurité incendie doit être présent;
8. l'ouverture, la fermeture et les raccordements doivent être faits par des employés de la municipalité.

ARTICLE 50.- BORNE SÈCHE ET POINT D'EAU

1. Les bornes d'incendie et bornes sèches situées sur un terrain autre que la propriété de la municipalité doivent être vérifiées quatre fois par année par le mandataire de l'entretien du réseau d'aqueduc de la municipalité. Le coût de chacune de vérifications est facturé par la municipalité selon les tarifs en vigueur.
2. Les résultats détaillés des essais prévus doivent être compilés et gardés par la Municipalité.
3. Les bornes d'incendie doivent être maintenues en bon état de fonctionnement.
4. Les bornes d'incendie doivent toujours être accessibles aux fins de la lutte contre un incendie et leur emplacement doit être bien indiqué. Une distance minimale de 1,5 m doit être maintenue autour de la borne d'incendie.

CHAPITRE 7 – LES BÂTIMENTS

ARTICLE 51.- CONSTRUCTION INCENDIÉE

Tout bâtiment endommagé, délabré ou partiellement détruit par le feu doit être démoli ou fermé et barricadé, et ce, dès la réception d'un avis à cet effet transmis par l'autorité compétente.

ARTICLE 52.- OBJETS COMBUSTIBLES

Il est interdit d'accumuler à l'intérieur et à moins d'un mètre autour des bâtiments des matières combustibles qui, en raison de leur quantité ou de leur emplacement, présentent un risque d'incendie.

ARTICLE 53.- LOT VACANT

Il est défendu à toute personne de déposer ou de laisser déposer sur un terrain ou un lot vacant des matières ou substances inflammables, combustibles ou explosives et des rebuts pouvant constituer un danger d'incendie.

ARTICLE 54.- DÉCHETS ET REBUTS COMBUSTIBLES

Il est défendu à toute personne de laisser ou de déposer sur un terrain des déchets et rebuts combustibles provenant d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble construit, en voie de construction ou de réparation ailleurs que dans des récipients incombustibles.

ARTICLE 55.- MESURES DE REMPLACEMENT

S'il est démontré à l'autorité compétente que toutes conditions relatives à la sécurité incendie prescrites par le présent règlement, ou par les normes et codes applicables en vertu du présent règlement, ne peuvent être raisonnablement appliquées, l'autorité compétente peut accepter des mesures de remplacement si elle est d'avis que :

- les mesures de sécurité incendie existantes fournissent un degré de sécurité incendie suffisant, ou;
- des moyens sont pris pour assurer un degré de sécurité incendie suffisant.

Il est de la responsabilité du propriétaire, locataire ou de l'occupant d'assumer les conséquences pouvant résulter d'un manquement aux mesures de remplacement prescrites au présent règlement.

L'autorité compétente ou la municipalité du Canton de Saint-Camille ne saurait être tenue responsable de tous dommages pouvant résulter du choix de la mesure de remplacement.

ARTICLE 56.- NETTOYAGE DU SYSTÈME DE CHAUFFAGE

Tout système de chauffage ou de cuisson à combustible liquide doit être nettoyé et inspecté annuellement par une personne qualifiée.

ARTICLE 57.- ENTREPOSAGE DE BONBONNES DE PROPANE

L'entreposage de bonbonnes de propane est interdit à l'intérieur de tout bâtiment principal. Elles doivent être débranchées des appareils qu'elles alimentent et placées à l'extérieur du bâtiment principal.

ARTICLE 58.- TORCHE

Il est défendu à toute personne d'utiliser une torche ou une flamme nue pour enlever de la peinture ou dégeler des tuyaux à l'intérieur ou à l'extérieur d'un immeuble.

ARTICLE 59.- ÉCLAIRAGE ARTIFICIEL

Un éclairage artificiel dans les indicateurs de sortie d'urgence doit être en fonction durant les heures de noirceur lorsque des locaux publics et commerciaux sont occupés.

ARTICLE 60.- DISTANCE

Aucun miroir ou objet semblable ne doit être placé dans une sortie ou dans une pièce adjacente à une sortie de façon à créer une confusion quant à la direction de la sortie.

ARTICLE 61.- EXIGENCES POUR ÉQUIPEMENT ÉLECTRIQUE

Les installations électriques doivent être utilisées et entretenues de manière à ne pas constituer un risque excessif d'incendie.

Les exigences minimales de tout équipement fonctionnant à l'électricité, installation et réseau d'électricité de tout bâtiment ou de tous locaux doivent être conformes au Code des installations d'électricité de la Régie de l'électricité et du gaz.

ARTICLE 62.- MOYENS D'ÉVACUATION

Les moyens d'évacuation de chacune des parties d'un bâtiment, y compris les escaliers, les échelles de sauvetage, les portes des sorties et leurs accessoires anti-paniques, les allées, les corridors, les passages et autres voies semblables, doivent être maintenus en tout temps en état d'être utilisés avec sécurité, et doivent être disponibles pour usage immédiat et être libres de toute obstruction.

ARTICLE 63.- CHAMBRES MÉCANIQUES ET DE FOURNAISES

Les chambres de mécanique et les chambres de fournaies doivent être maintenues libres de rebuts et ne doivent pas servir à l'entreposage d'articles ou matériaux qui ne sont pas nécessaires à l'entretien ou à l'opération de celles-ci.

CHAPITRE 8 – RAMONAGE DE CHEMINÉES

ARTICLE 64.- LICENCE

Il est défendu à toute personne n'étant pas membre de l'Association des professionnels du chauffage (APC) et ne détenant pas les permis requis d'accepter un contrat de ramonage ou de ramoner une cheminée.

ARTICLE 65.- FRÉQUENCE

Le ramonage des cheminées doit être effectué au minimum tous les ans.

ARTICLE 66.- AIDE OU ENCOURAGEMENT AU RAMONAGE ILLÉGAL

Il est défendu à toute personne d'aider ou d'encourager, de quelque façon que ce soit, quelqu'un à ramoner une cheminée en contravention au présent règlement.

ARTICLE 67.- MÉTHODE DE TRAVAIL

L'entrepreneur en ramonage ou ses employés doivent nettoyer les parois intérieures de la cheminée. Ils doivent enlever la suie et les autres déchets à la base de la cheminée. Ils doivent déposer la suie et les autres déchets dans un contenant hermétique de façon à ne rien salir en les transportant.

ARTICLE 68.- SUIE

Il est défendu à un entrepreneur de jeter la suie et les autres déchets ailleurs que dans un terrain d'ensevelissement.

ARTICLE 69.- RÉPARATIONS

L'entrepreneur en ramonage ne peut exécuter quelques réparations que ce soit à des cheminées ou à des parties de celles-ci.

CHAPITRE 9 – INSTALLATION ET UTILISATION DES APPAREILS DE CHAUFFAGE À COMBUSTION SOLIDE

ARTICLE 70.- CATÉGORIES

Nous trouvons présentement sur le marché différents types et catégories d'appareils de chauffage à combustion solide soit :

Types :

- poêle intérieur à combustion solide
- foyer intérieur à combustion solide
- chaudière extérieure à combustion solide
- chaudière intérieure à combustion solide

Catégories :

- non homologué
- homologué

ARTICLE 71.- INTERDICTION ET CONFORMITÉ

Ainsi que ceux à l'article 24,12

1. Les chaudières extérieures à combustion solide sont interdites sur le territoire urbain de la municipalité du Canton de Saint-Camille. Les chaudières extérieures à combustion solide sont autorisées sur le territoire non-urbain de la municipalité du Canton de Saint-Camille.
2. Les poêles et les foyers intérieurs à combustion solide, non homologués, sont interdits sur le territoire de la municipalité du Canton de Saint-Camille.
3. Les poêles et foyers intérieurs à combustion solide doivent avoir reçu une homologation d'un laboratoire reconnu (ULS — CSA) et doivent être porteurs d'une plaque d'homologation.

ARTICLE 72.- CHAUDIÈRE INTÉRIEURE À COMBUSTION SOLIDE

Dans une habitation, la réglementation sur le bâtiment interdit l'installation d'un appareil à combustion solide :

1. Dans une pièce servant à l'entreposage de produits ou de matériaux combustibles ou inflammables;
2. Dans un hangar, un garage, une remise ou un autre bâtiment accessoire, ou sous les escaliers;
3. À moins d'un mètre (1 m) d'un accès à une issue, de l'issue, d'un panneau d'électricité ou d'une canalisation d'incendie;
4. Dans une pièce où l'on dort (les foyers y sont toutefois acceptés).

ARTICLE 73.- APPAREILS AVEC HOMOLOGATION

Les appareils avec homologation sont porteurs d'une plaque d'homologation. Les plaques d'homologation ne doivent être ni enlevées de l'appareil, ni mutilées ou modifiées.

Pour les appareils homologués, l'installation doit être conforme à la norme CSA B365-M. 1982 « *Codes d'installation des appareils à combustible solide et du matériel connexe* » sauf si indiqué autrement dans le présent règlement.

Les appareils de chauffage pour maisons mobiles, des résidences munies d'un système d'évacuation d'air humide automatique ou non pouvant présenter des risques d'asphyxie par le monoxyde de carbone à ceux utilisés dans les maisons dont l'étanchéité à l'air a été certifiée, doivent avoir une prise d'air indépendante pour la combustion et être homologués « pour maisons mobiles ». Les distances de dégagement au-dessus, sur les côtés et à l'arrière varient selon le modèle de l'appareil; elles sont indiquées sur la plaque d'homologation du laboratoire, qui est fixée à chaque appareil.

ARTICLE 74.- PROTECTION DU PLANCHER

Il n'est pas nécessaire de protéger le plancher dans le cas d'appareils montés sur une dalle de béton sur le sol ou sur un plancher de béton.

ARTICLE 75.- PROTECTION DES MURS ET DES PLAFONDS

Dans les cas des appareils homologués, les distances de dégagement sont indiquées sur la plaque d'homologation du laboratoire, qui est fixée à chaque appareil.

ARTICLE 76.- ÉCRANS DE PROTECTION HOMOLOGUÉS

Il existe présentement sur le marché des écrans de protection homologués pour les murs, planchers et plafonds combustibles.

Ces écrans ont été vérifiés et éprouvés par une agence d'homologation reconnue.

Ces écrans sont généralement vendus en panneaux préfabriqués en usine, de grandeurs variées, et installés sur place par l'acheteur ou le contractant. L'installation doit être faite selon le devis d'installation du manufacturier, sans jamais modifier ou remplacer les pièces de montage, puisque chaque pièce fait partie intégrante de l'homologation.

ARTICLE 77.- AUTRES PROTECTIONS

Tout autre type de protections autres que celles suggérées par le manufacturier doit être approuvé par l'autorité compétente.

CHAPITRE 10 — POÊLES RACCORDÉS À LA CHEMINÉE D'UN FOYER ET POÊLES À BOIS ENCASTRÉS DANS UN FOYER

ARTICLE 78.- GÉNÉRALITÉS

Il existe présentement sur le marché plusieurs poêles à bois homologués pouvant être encastrés dans unâtre de foyer en maçonnerie existant. Ces poêles sont homologués selon la norme ULC-S-628-1982.

L'installation de ces poêles à bois doit se conformer au CSA-B365-M1982, « Code d'installation des appareils de chauffage au combustible solide et du matériel connexe », sauf si indiqué autrement dans le présent règlement.

ARTICLE 79.- ÉVACUATION DES GAZ

Tout poêle à bois encastré ou raccordé à la cheminée d'un foyer doit évacuer les gaz de combustion directement dans la cheminée, et ce, au moyen d'un tuyau de raccordement étanche. L'étanchéité assurée par de la laine minérale ou autre et par des calfeutnants combustibles est interdite. Les gaz de combustion ne peuvent être évacués directement dans l'âtre du foyer existant.

ARTICLE 80.- INSTALLATION

Aucune portion de la brique ou de la maçonnerie du foyer ne doit être retirée pour permettre l'installation d'un poêle à bois encastré.

Tout poêle à bois encastré dans un foyer doit :

1. Permettre l'inspection et le nettoyage des endroits où des matières combustibles peuvent s'accumuler;
2. Pouvoir être enlevé facilement pour le nettoyage du tuyau d'évacuation;

Le clapet du registre du foyer doit être enlevé ou fixé à demeure en position ouverte. (Note : il s'agit ici de la partie mobile du « damper » du foyer).

Il est interdit d'installer un poêle à bois encastré ou tout autre appareil du même genre dans un foyer préfabriqué ou artificiel, à moins que le poêle à bois encastré ou autre appareil semblable ne soit approuvé par ce type d'installation

Ce dernier article s'applique également aux foyers de maçonnerie en pierre, en briques, ou autres.

Il est nécessaire d'avoir un grillage pare-étincelles devant tout feu pouvant être ouvert.

La cheminée doit être étanche aux gaz et être munie d'une porte de ramonage de manière à ce que l'on puisse enlever toute accumulation de suie.

CHAPITRE 11 – TUYAU DE RACCORDEMENT

ARTICLE 81.- TUYAU EN ACIER

Tout tuyau de raccordement desservant un appareil doit être en acier, ou en un autre matériau incombustible ayant un point de fusion d'au moins mille cent degrés Celsius (1100 ° C).

ARTICLE 82.- TUYAU EN ACIER GALVANISÉ OU EN ARGILE

Il est interdit d'utiliser des tuyaux de raccordement en acier galvanisé et en argile.

ARTICLE 83.- ÉPAISSEUR

L'épaisseur de l'acier utilisé par les tuyaux de raccordement doit être conforme au tableau qui suit :

ÉPAISSEUR DE PAROI DES TUYAUX DE RACCORDEMENT	
Diamètre des tuyaux de raccordement, en mm (po)	Diamètre des tuyaux de raccordement, en mm (po)
— Inférieur à 150 mm (6 po)	— Inférieur à 150 mm (6 po)
— 151 à 200 mm (6 à 8 po)	— 151 à 200 mm (6 à 8 po)
— Plus de 200 mm (8 po)	— Plus de 200 mm (8 po)

Note : Ces épaisseurs diffèrent de celles indiquées dans la CSA-B-365, en ce sens qu'elles sont plus exigeantes, car l'usage en a prouvé la nécessité.

ARTICLE 84.- EXIGENCES

Tout tuyau de raccordement desservant un appareil doit :

1. Être solidement maintenu par des supports en métal ou en un autre matériau incombustible ayant au moins le même point de fusion que le tuyau de raccordement. Les supports doivent être distants d'au plus deux (2) mètres;
2. Être aussi court et droit que possible, ne pas dépasser trois (3) mètres afin de conserver la tire adéquate et éviter la condensation des gaz;
3. Ne pas comporter plus de deux (2) coudes de quatre-vingt-dix degrés (90°);
4. Être conçu et construit en prévision de la dilatation du matériel;
5. Avoir un recouvrement aux joints d'au moins quarante (40 mm) millimètres (1.5 po) minimum;
6. Avoir une pente ascendante vers la cheminée d'au moins un (1) pour cinquante (50);
7. Avoir une section non inférieure :
8. à celle de la buse de l'appareil, ou
9. à la section globale des sorties de fumée de tous les appareils desservis par un tuyau collecteur de fumée;
10. Ne pas avoir des dimensions réduites sur son parcours, sauf si cette réduction est graduelle sur une longueur minimale de quatre cents (400 mm) millimètres, qu'un tirage suffisant soit assuré à l'appareil, que cette réduction soit d'une seule unité de dimension standard et que la réduction soit faite le plus près possible de la cheminée;
11. Être raccordé à la cheminée au moyen d'une bague métallique ou d'un manchon de maçonnerie;
12. Ne pas dépasser à l'intérieur du conduit de fumée de la cheminée;
13. Former un assemblage étanche avec la cheminée.

ARTICLE 85.- INSTALLATION

Le tuyau de raccordement doit être installé le bout mâle (le bout le plus petit) en bas, afin de permettre l'égouttement de la créosote jusque dans le poêle.

ARTICLE 86.- JONCTION

Les sections de tuyaux doivent être jointes au moyen de trois (3) vis à métaux soit deux (2) sur les côtés et une (1) sur le dessus.

ARTICLE 87.- TRAVERSE

Aucun tuyau de raccordement ne doit traverser un attique, un comble, un vide sous comble, un vide sous toit, une penderie, un vide dissimulé ou un plancher ou un plafond de construction combustible. Toute détérioration ou tout surchauffage dans un endroit caché pourrait passer inaperçu.

ARTICLE 88.- TRAVERSE DE CLOISON

Aucun tuyau de raccordement ne doit traverser une cloison à moins qu'un manchon ou une virole ne soit installé.

ARTICLE 89.- DISTANCE DES TUYAUX DE RACCORDEMENT

1. Les tuyaux de raccordement doivent être à une distance d'au moins quatre cent cinquante (450 mm) millimètres (18 po) de tout matériau combustible ou de tout matériau non combustible fixé directement à un matériau combustible et doivent avoir une protection appropriée.

ARTICLE 90.- CLEF DE TIRAGE

Il est interdit d'installer une clef de tirage dans le tuyau à raccordement sur les appareils hermétiques à combustible solide sauf si c'est recommandé par le fabricant de l'appareil ou indiqué ci-après :

Pour les appareils où l'on peut chauffer à feu ouvert (poêles-foyers), et les appareils non hermétiques, il faut installer une clef de tirage pour contrôler le tirage et empêcher des feux à combustion violente. La clef de tirage peut être installée entre trois cents (300 mm) millimètres et quatre cent cinquante (450 mm) millimètres au-dessus de l'appareil.

Lorsque l'appareil est chauffé avec les portes fermées, la clef de tirage doit être grande ouverte. Il est nécessaire d'avoir un grillage pare-étincelles devant tout feu ouvert.

ARTICLE 91.- RÉGULATEUR DE TIRAGE BAROMÉTRIQUE

2. Il est interdit d'installer un régulateur de tirage barométrique sur un conduit de raccordement d'un appareil sauf si c'est recommandé par le fabricant. Celui-ci peut exister sur des fournaies et chaudières combinées bois-huile, selon les recommandations du fabricant.

ARTICLE 92.- RÉCUPÉRATEUR DE CHALEUR

Il est interdit d'installer un récupérateur de chaleur dans ou sur un tuyau de raccordement.

ARTICLE 93.- CONVERTISSEUR CATALYTIQUE

Il est interdit d'installer un convertisseur catalytique d'adjonction. Il est interdit de modifier un appareil pour y intégrer un convertisseur catalytique et de l'installer sur un tuyau de raccordement.

ARTICLE 94.- APPAREILS SPÉCIALISÉS

On recommande de s'en tenir aux détails d'installation de construction et d'utilisation des appareils tels que le suggère le fabricant.

ARTICLE 95.- THERMOMÈTRES À TUYAU À FUMÉE

Les thermomètres magnétiques ou non magnétiques pour mesurer la température doivent être fixés en permanence au tuyau à fumée. Ils doivent

être installés entre quatre cent cinquante (450) et six cents (600 mm) millimètres au-dessus de l'appareil sauf si recommandé autrement par le fabricant.

CHAPITRE 12 – LES CHEMINÉES

ARTICLE 96.- APPLICATION

La présente section s'applique à la construction et à l'installation des cheminées de maçonnerie, cheminées de béton, cheminées métalliques et conduits de fumée desservant des appareils à combustible solide, des foyers de maçonnerie ou de métal.

ARTICLE 97.- APPROBATION

Les cheminées destinées à l'évacuation des produits de combustion d'un appareil de chauffage à combustible solide doivent être approuvées selon l'une des normes reconnues.

ARTICLE 98.- TIRAGE

Une cheminée doit avoir un tirage suffisant pour évacuer les fumées de l'appareil qu'elle dessert.

ARTICLE 99.- ÉTANCHÉITÉ

Toute cheminée doit être étanche au gaz, à la fumée et à la flamme.

ARTICLE 100.- SUPPORT

Les cheminées ne doivent pas reposer ou être supportées par des matériaux combustibles.

ARTICLE 101.- CONTACT

Aucune pièce de matériau combustible ne doit pénétrer dans la cheminée ou être en contact direct avec la cheminée. La cheminée ne doit supporter aucun élément structural du bâtiment et on ne doit y fixer aucun accessoire, tels que des antennes de télévisions, de radios, des girouettes, des cordes à linge ou tout autre élément n'ayant pas été prévu dans la norme d'installation de la cheminée.

ARTICLE 102.- RÉSISTANCE

Toute cheminée doit être conçue et construite pour résister aux efforts dus à son propre poids, au vent, et aux intempéries.

ARTICLE 103.- CONDUIT

Un conduit de fumée desservant un appareil à combustible solide ne doit servir aucun autre appareil de chauffage.

ARTICLE 104.- APPROBATION

Les cheminées de maçonnerie en encorbellement doivent être approuvées par l'autorité. La cheminée construite en encorbellement ne doit pas excéder une projection de deux cents millimètres (200 mm) sur la surface extérieure de son assise. Un encorbellement maximal de deux cents millimètres (200 mm) doit avoir une hauteur minimale de cinq cents millimètres (500 mm).

ARTICLE 105.- PROLONGATION

Toute cheminée doit se prolonger d'au moins :

1 m (3 pi) au-dessus du plus haut point d'intersection avec le toit et d'au moins 60 cm (2 pi) au-dessus de tout toit ou obstacle se trouvant dans un rayon de 3 m (10 pi).

ARTICLE 106.- OUVERTURES ET JOINTS

Avant l'utilisation d'une cheminée, toutes les ouvertures non utilisées doivent être obstruées par des matériaux non combustibles bien assujettis assurant une étanchéité parfaite contre toute sortie des gaz, de la fumée et des flammes. Tout joint ouvert doit être colmaté par un matériau incombustible.

ARTICLE 107.- CONDUIT

1. Tout conduit de fumée d'une cheminée desservant un appareil à combustible solide :
2. Doit être placé dans une cheminée;
3. Ne doit pas avoir de dévoiement supérieur à quarante-cinq degrés (45 °) par rapport à la verticale et doit avoir une section suffisante pour la ventilation de l'appareil qu'il dessert;
4. Ne doit pas servir à d'autres fins que l'évacuation des gaz de combustion. Il ne peut pas être utilisé pour la ventilation d'un appartement, d'un appareil ou de tout autre usage semblable, tant qu'il est utilisé par un appareil à combustible solide.

ARTICLE 108.- ESPACE

Toute cheminée doit être éloignée de tout matériau combustible par un espace libre de cinquante millimètres (50 mm) minimum. Un espace de trois cents millimètres (300 mm) doit être laissé entre tout isolant à mousse de plastique et une cheminée.

Tout espace entre une cheminée et un plancher, un plafond ou un toit fait de matériaux combustibles doit être obturé par un matériau incombustible de manière à former un coupe-feu.

ARTICLE 109.- ÉPAISSEUR DE LA PAROI

La paroi d'une cheminée de maçonnerie adjacente à un mur combustible et extérieur d'un bâtiment doit avoir une épaisseur de maçonnerie d'au moins cent quatre-vingt-dix (190 mm) millimètres. Un espace de cinquante (50 mm) millimètres (2 po) doit exister entre la paroi extérieure et tout matériel combustible.

ARTICLE 110.- TRAPPE DE RAMONAGE OU AUTRE ACCÈS

Toute cheminée de maçonnerie ou cheminée de béton doit comporter une trappe de ramonage avec un cadre en métal et une porte métallique bien jointe à la partie inférieure du conduit de fumée.

Toute cheminée préfabriquée desservant un appareil à combustible solide doit comporter une section en AT@ facilement accessible pour permettre le ramonage, sauf si elle est située directement au-dessus de l'appareil.

Lorsqu'une cheminée a des dimensions telles qu'il est nécessaire d'y pénétrer pour la nettoyer, elle doit avoir une trappe de ramonage d'au moins six cents par neuf cents millimètres (600 mm X 900 mm).

ARTICLE 111.- DISTANCE DE LA TRAPPE DE RAMONAGE

La trappe de ramonage doit être située à six cents millimètres (600 mm) plus bas que le plus proche tuyau à fumée et à cent cinquante millimètres (150 mm) de tout matériau combustible.

ARTICLE 112.- STANDARD

Les cheminées préfabriquées desservant des appareils à combustible solide et leur installation doivent être conformes à la norme ULC-S629M, « Standard for 650°C Factory-Built chimneys ».

ARTICLE 113.- SURFACE

La section intérieure du conduit de fumée d'une cheminée doit avoir une surface au moins égale à celle du tuyau de raccordement de l'appareil et ne

pas excéder trente pour cent (30 %) de plus que celle de la buse de l'appareil.

ARTICLE 114.- AXE

Le petit axe d'un conduit de fumée d'une cheminée ovale ne doit pas être inférieur aux deux tiers (2/3) du grand axe.

ARTICLE 115.- CONDUIT

Tout conduit de fumée d'une cheminée desservant un appareil à combustible solide doit être :

1. Soit un chemisage en briques réfractaires;
2. Soit un chemisage en argile pouvant résister à une température de mille cent degrés Celsius (1 100°C);
3. Soit un chemisage en acier inoxydable approuvé pour cet usage par les laboratoires canadiens.

ARTICLE 116.- CHEMISAGE

Toute cheminée doit être chemisée avec des matériaux convenant aux conditions de température et de corrosion susceptibles de se produire en service. Le chemisage doit être continu.

ARTICLE 117.- BOISSEAUX

Les boisseaux doivent partir d'un point situé à deux cents (200 mm) millimètres au-dessus du tuyau de raccordement le plus bas et continuer jusqu'à cinquante (50 mm) millimètres au moins au-dessus du couronnement de la cheminée. L'espace entre le couronnement et le boisseau doit être scellé avec un calfeutrant résistant aux intempéries.

ARTICLE 118.- COURONNEMENT

Il faut prévoir pour les cheminées un couronnement étanche à l'eau en béton, ou en métal. Le dessus de couronnement doit être incliné vers l'extérieur à partir du chemisage et comporter un larmier ou coupe-lame à au moins vingt-cinq (25 mm) millimètres de la face extérieure de la cheminée. Les couronnements de mortier, de briques parées sur le champ ou à plat, sont interdits.

ARTICLE 119.- ACCESSIBILITÉ AU RAMONAGE

Toute cheminée doit être accessible pour le ramonage. Le capuchon de type pare-étincelles ou pare-pluie doit être facilement amovible.

ARTICLE 120.- DIRECTIVE DE NON-ACCÈS AU BÂTIMENT

Le directeur du service de sécurité incendie peut émettre une directive de non-occupation à l'encontre d'un immeuble dont le système de chauffage n'est pas conforme aux règlements ou lois en vigueur.

ARTICLE 121.- INTERDIT POUR POËLE À BOIS

Il est interdit d'avoir un appareil de chauffage au bois dans toute pièce où l'on retrouve comme revêtement mural non protégé de mousse de polystyrène ou autre produit mousse.

ARTICLE 122.- PARE-ÉTINCELLES OU CHAPEAU

Toutes les cheminées desservant les appareils de chauffage qui opèrent ou peuvent opérer à être ouvert, y compris les poêles à combustion lente, doivent être munies d'un pare-étincelles ou d'un chapeau à leur faîte.

CHAPITRE 13 – DISPOSITIONS PÉNALES ET FINALES

ARTICLE 123.- SANCTIONS

Quiconque contrevient à l'une des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende minimale de deux cents dollars (200 \$) et maximale de quatre cents dollars (400 \$) si le contrevenant est une personne physique et d'une amende minimale de mille dollars (1 000 \$) et maximale de quatre mille dollars (4 000 \$) s'il est une personne morale.

ARTICLE 124.- ABROGATION DU RÈGLEMENT ANTÉRIEUR

Le présent règlement abroge le règlement numéro 2010-166 à toutes fins que de droit.

ARTICLE 125.- ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication, et ce, conformément à la Loi.

Donné à Saint-Camille, ce 4 juin 2018.

18. AVIS DE MOTION

18.1 Projet de règlement 2018-04 pour adopter à nouveau le code de Déontologie des élus municipaux révisé sans modification du règlement 2016-05.

19. VARIA

19.1 Correspondance Les Concerts de la Chapelle

SM2018-06-163

20. LEVÉE DE LA SÉANCE

Tous les points à l'ordre du jour étant épuisés, il est proposé par Pierre Bellerose et résolu à l'unanimité des conseillers :

Que la présente séance soit levée à 20h50.

Donné à Saint-Camille, ce 4 juin 2018.

Philippe Pagé
Maire

Jocelyne Corriveau
Directrice générale et
secrétaire-trésorière